

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 13/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DAMART**

Bd Clémenceau  
59510 Hem

Références : -  
Code AIOT : 0007002830

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement DAMART implanté Bd Clémenceau 59510 Hem. L'inspection a été annoncée le 21/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une précédente inspection qui avait conduit à proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure. Il s'agissait de faire le point sur l'évolution de la situation de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DAMART
- Bd Clémenceau 59510 Hem

- Code AIOT : 0007002830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site s'étend sur une superficie totale de 11 hectares de terrain et 60 000 m<sup>2</sup> de bâtiments. C'est le seul bâtiment du groupe DAMART en France et il s'occupe de la livraison des magasins et des achats du site web.

Le site est constitué de 5 bâtiments de stockages du groupe.

Les bâtiments A et E concernent le prélèvement, l'emballage et l'expédition (picking).

Le bâtiment C qui était destiné au routage des catalogues est vidé depuis fin 2020 et va accueillir des bureaux et du stockage.

Le bâtiment B est le bâtiment de stockage en hauteur.

Le bâtiment D est également destiné au stockage.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification des installations	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L181-14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Mise à l'arrêt des installations	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 et R512-39-6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection réalisée en 2022, il avait été constaté des modifications au niveau des stockages dans les différents bâtiments et la cessation de certaines activités sans que l'exploitant n'ait porté à la connaissance du Préfet ces éléments. Lors de cette inspection, l'exploitant était en cours de rédaction d'un porter à connaissance.

Par ailleurs, il a été mis en évidence que les portes coupe-feu ne sont pas correctement maintenues et le rapport de vérification mentionne des non conformités qui pourraient nuire à la sécurité en cas d'incendie notamment.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/01/2020, article L181-14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection réalisée en mars 2022, il avait été mis en évidence que des modifications avaient été réalisées concernant le bâtiment D et notamment le passage d'un stockage en masse à un stockage de cartons en rack. L'exploitant devait par conséquent transmettre un porter à connaissance concernant cette modification.</p> <p>Lors de la présente inspection, le responsable sécurité incendie a indiqué être en cours de rédaction du porter à connaissance.</p> <p>Les échanges ont montré d'une part une augmentation de la masse stockée pour la rubrique 1510, et d'autre part, une modification en cours du bâtiment C pour la mise en place de bureaux au sein de ce bâtiment.</p> <p>L'exploitant a indiqué que depuis le dernier porter à connaissance de 2006, les bâtiments B (stockage sur 6 niveaux) et A+E (picking) n'ont pas été modifiés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le porter à connaissance devra prendre en compte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- intégrer la conformité des nouveaux bureaux intégrés au bâtiment C par rapport aux textes réglementaires en vigueur,</li> <li>- définir l'ensemble des points de rejet air compte tenu de la modification des chaudières,</li> <li>- indiquer avec précision le bilan pour chaque bâtiment en termes de volume et de masse stockée, une comparaison entre la situation en 2006 (lors du dernier porter à connaissance) et aujourd'hui est attendue. Dans le cas d'une modification de rubrique (bâtiment D), d'une augmentation de la capacité de stockage, d'une modification des conditions de stockage (vrac, masse, racks...), une étude flumilog des effets thermiques doit être réalisée pour les bâtiments concernés.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

N° 2 : Mise à l'arrêt des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 et R512-39-6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à l'arrêt des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<b>Constats :</b> <p>Comme lors de l'inspection de mars 2022, il a été constaté l'arrêt des installations de routage au sein du bâtiment catalogues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification du 22/10/2024 de l'extinction automatique. Ce dernier mentionne la nécessité de procéder à la révision trentenaire. L'exploitant a précisé que cette dernière est en cours.</p> <p>Le rapport de vérification des RIA réalisé par la société LST le 03/04/2025 mentionne des non</p>

conformités (fuites, manomètres hors service...).

Le rapport de vérification des extincteurs réalisé par la société LST le 04/04/2025 indique de nombreux extincteurs vétustes. L'exploitant a indiqué que LST allait lui transmettre un devis pour le remplacement des équipements concernés.

Le rapport de vérification des exutoires réalisé par la société LST le 22/11/2024 mentionne un coffret à remplacer dans le bâtiment C.

Le rapport de vérification des portes coupe-feu réalisé par la société LST le 28/01/2025 mentionne de nombreuses non conformités dont :

- la porte E04 qui ne se réarme pas,
- la porte D02 qui présente un problème de câblage,
- les portes C07 et C08 qui n'ont plus de joint,
- la porte B15 qui ne ferme pas entièrement (le dysfonctionnement a été constaté lors de l'inspection terrain),
- la porte B01 dont le ferme porte est cassé (le dysfonctionnement a été constaté lors de l'inspection terrain),
- la porte A03 ne ferme pas entièrement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois